

Dans la tête du capital

PAR JOSEPH CONFAVREUX
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 19 OCTOBRE 2018



Grégoire Chamayou, auteur d'ouvrages sur les chasses à l'homme ou les drones, poursuit son travail d'investigation philosophique singulier en publiant un livre intitulé *La Société ingouvernable*. Une enquête

qui produit un vertige politique en exposant les armes idéologiques et les dispositifs avec lesquels nous avons été défaits par le « *libéralisme autoritaire* ».



Le propre d'une pensée philosophique à la fois dynamique et cohérente est sans doute de savoir se saisir d'objets hétérogènes, tout en les inscrivant dans les évolutions politiques et anthropologiques similaires qui les produisent. **À la fin de son impressionnante *Théorie du drone***, publiée en 2013, Grégoire Chamayou, chercheur au CNRS, jugeait que cet instrument militaire d'un nouveau type permettait d'en « *finir avec la possibilité même de la désobéissance et de l'insoumission* » et que l'enjeu de la « *dronisation* » était de pouvoir « *concilier le dépérissement du bras social de l'État avec le maintien de son bras armé* ».

Cinq ans après cette parution, il revient avec un ouvrage vertigineux, intitulé *La Société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire* (éditions La Fabrique), qui s'intéresse à la façon dont, face aux revendications politiques et démocratiques des années 1970, fut élaboré un contre-mouvement théorique et pratique, capable de discipliner les individus comme les États, et d'imposer aux sociétés en même temps un recul inédit de la

puissance publique comme de la protection sociale, et un accroissement des dynamiques sécuritaires et autoritaires pesant sur les citoyens.



Fidèle à une **méthode d'investigation philosophique combative, concentrée sur la « littérature grise »** et les productions de celles et ceux qui organisent, furtivement et fermement, la marche du monde, Grégoire Chamayou propose ici une « *généalogie du libéralisme autoritaire* » qui décrit et décrypte les reformulations des arts de gouverner, « *toujours actifs aujourd'hui* ».

Affirmer qu'un tel ouvrage est vertigineux doit s'entendre dans un double sens. D'abord parce que l'enquête est imposante et met au jour l'élaboration d'une véritable révolution de pensée et d'action, mise en place de manière à la fois implacable et empirique. Chamayou procède pour cela à un assemblage de citations extraites d'entretiens, d'ouvrages, de comptes-rendus de réunions, de communications tenues devant des petits cercles... Montés comme pour un film documentaire, ces propos dessinent un saisissant tableau d'ensemble qui, sans s'insérer dans une histoire monolithique, met à nu le sens profond d'éclats de théorie et de stratégies ne donnant leur pleine mesure qu'ainsi reliés les uns avec les autres.

Ensuite, parce que cette « *grande réaction* », au sein de laquelle « *certains économistes ont du sang sur les mains* », a pris une forme composite, empruntant les

chemins d'une « bataille des idées » brutale mais aussi de technologies politiques fines, qui rendent difficile la « contre contre-offensive ». La puissance de feu mise en place, depuis les années 1970, par les théoriciens de la firme, les penseurs du néolibéralisme ou les praticiens du « libéralisme autoritaire » nous a fait changer de monde et nous laisse aujourd'hui sinon totalement impuissants, en tout cas ligotés de toutes parts.

Le livre de Grégoire Chamayou ne constitue pas seulement une nouvelle histoire intellectuelle du néolibéralisme, parce que, si notre ère est certes néolibérale, elle l'est sous la forme d'un « *néolibéralisme bâtard, ensemble éclectique et par bien des aspects contradictoire, dont les synthèses étranges ne s'éclairent que par l'histoire des conflits qui en ont marqué la formation* ». Le chercheur choisit donc de partir des « *points de tension repérable, des conflits tels qu'ils ont éclaté, pour examiner comment ils ont été thématiques, quelles solutions ont été envisagées* ».

Ces conflits étaient particulièrement forts dans les années 1960 et 1970 : indisciplines ouvrières, grèves, griefs portant autant sur les revendications salariales que sur les formes d'organisation du travail... « *Il faut se figurer l'immense et douloureuse surprise qu'ont représentée les mouvements des années 1960 pour ceux qui croyaient dur comme fer au dépérissement de la conflictualité sociale dans la société de consommation* », ironise Grégoire Chamayou.



Comme l'explique alors un dirigeant de Ford cité par le chercheur, la raison fondamentale des « *difficultés actuelles avec la main-d'œuvre* » serait « *chez les employés un affaiblissement général de la tolérance à la frustration* ». Dans un contexte où la profitabilité baisse et l'indiscipline augmente, et où, jusqu'au début des années 1970, la situation de plein emploi ne permet pas de faire du licenciement une menace suffisante, comment discipliner les travailleurs ?

Les deux premières options envisagées – exacerber le pouvoir disciplinaire ou introduire des formes de participation des travailleurs à des fins d'autodiscipline – s'avèrent produire trop de contre-effets ou de risques pour le capital, qui envisage alors une troisième perspective : « *Pour discipliner au-dedans, laisser jouer à plein l'insécurité économique et sociale au-dehors.* »

Pour Grégoire Chamayou, les générations qui sont nées après 1973 en grandissant « à l'ère de la "crise" perpétuelle » ont « réappris à avoir peur. Un retournement historique qui pourrait aussi se lire comme une sorte de psychothérapie de groupe, une rééducation de masse à la "tolérance à la frustration" ».



David Rockefeller en 1953.

Cette néo-discipline et la pression de cette insécurité organisée prirent des formes diverses : « *révolution managériale* », passant à la fois par des tentatives de « *managérialisme éthique* » et par un contrôle accru des actionnaires sur des managers susceptibles de leur échapper ; défense tous azimuts contre les attaques envers la « *libre entreprise* », conçue non seulement comme gouvernement des salariés mais comme « *un immense et proliférant gouvernement privé de la vie, beaucoup plus fin et beaucoup plus invasif que le pouvoir d'État* » ; bataille des idées engagée face à ce que le banquier David Rockefeller décrivait en 1971 comme la « *plus grave défaveur publique* » que le business ait connue depuis les années 1930 puisqu'on « [l']accuse de détériorer la condition

des travailleurs, de tromper les consommateurs, de détruire l'environnement et de léser les jeunes générations » ; ou encore justifications acrobatiques du « *primat de la valeur actionnariale* », fondée sur la notion très incitative de « *responsabilité limitée* », qui permet « *d'empocher sans limite sans jamais perdre plus que sa mise...* ».

Mais il fallait pour cela organiser la contre-offensive : « *Face à la contestation, écrit Chamayou, se développent peu à peu des savoir-faire inédits. On passe d'une rhétorique guerrière à une véritable réélaboration stratégique. Au croisement des relations publiques, du renseignement militaire et des tactiques contre-insurrectionnelles, quelque chose de nouveau se met en place* » dans les années 1970 : les « *éléments d'une doctrine contre-activiste d'entreprise* ».

Un emblème de cette évolution est incarné par la façon dont la firme Nestlé réagit à l'appel au boycott lancé à la fin des années 1970, après les dégâts occasionnés dans le tiers-monde par son lait infantile. Nestlé recrute alors un conseiller spécial, Rafael Pagan, « *homme de droite dure, ancien officier du renseignement militaire* » pour organiser une *task force* chargée de lutter contre les activistes ayant organisé le boycott. L'homme fondera ensuite un cabinet portant son nom et regroupant des « *experts en contre-activisme* » qui vendront « *leurs services à prix d'or à des multinationales aussi recommandables que Shell face au boycott de l'apartheid, Union Carbide ou encore Monsanto* ».



Si les « *activistes anti-business* » parviennent à mettre Nestlé en échec, explique alors Pagan, ce n'est pas parce qu'ils sont « *plus malins que les hommes et*

les femmes de Nestlé », mais parce qu'eux, au moins, « savent qu'ils sont engagés dans un combat politique, alors que les gens du business l'ignorent ». L'homme élabore, pour mieux les contrer, une typologie des activistes hostiles aux firmes : les « réalistes », avec lesquels il faut négocier ; les « idéalistes », qu'il est possible de « rééduquer » pour les convertir en réalistes ; les « opportunistes », qu'il est aisé d'avaler en leur fournissant « au moins l'apparence d'une victoire partielle » ; et enfin les « radicaux », qui veulent « changer le système » et qu'il s'agit d'isoler.

Au cœur de cette contre-offensive se trouve une arme troublante : le dialogue. Le chercheur parle à ce propos de « la production de la dialogie dominante » comme façon de contourner le rejet de l'idéologie dominante, sachant qu'il n'y avait « en dialoguant, aucune volonté de négocier ». Grégoire Chamayou, dans des lignes qui font aussitôt soupçonner les thuriféraires du « dialogue social » de duplicité, liste les « vertus du dialogue en tant que stratégie de pouvoir » : fonction de renseignement, de cantonnement, de diversion, de cooptation ou de disqualification de toute politique dissensuelle... Il s'agit ainsi, écrit-il, de « faire passer une ligne de démarcation entre ceux qui sont prêts à dialoguer et les autres ». Alors, la répression « pourra d'autant plus aisément s'abattre sur eux qu'on aura ainsi présentés comme étant hors du logos », c'est-à-dire comme appartenant au monde des barbares, littéralement ceux qui parlent par borborygmes.

Il ne faudrait toutefois pas percevoir cette contre-offensive comme une lutte monolithique dirigée depuis un QG homogène et centralisé. « On a souvent tendance à réduire la grande réaction, souligne Grégoire Chamayou, celle qui s'est préparée dans les années 1970 avant de se déployer plus concrètement dans les années 1980, à sa composante économique néolibérale. C'est une erreur. Intellectuellement, le mouvement est beaucoup plus composite. On contre-attaque en ordre dispersé, chacun s'efforçant de colmater les brèches sur son terrain, sans coordination centrale ni unité doctrinaire. »

Qu'il s'agisse de « faire étalage de sa bonne volonté éthique afin d'éviter la contrainte juridique », de renverser la théorie de la valeur pour externaliser les coûts environnementaux et sociaux des pollutions industrielles ou de « promouvoir des formes d'engagement domestiquées, susceptibles de satisfaire le désir d'agir qui se faisait jour tout en le réorientant dans une direction non-antagonique, compatible avec les intérêts des industriels plutôt qu'en conflit avec eux » en développant un discours de responsabilisation individuelle, Grégoire Chamayou décrit dans le détail les stratégies protéiformes employées par les firmes dans ces années charnières.



Logo de la Commission Trilatérale

Mais son enquête ne s'arrête pas au seuil des entreprises. Car ce que montre le chercheur, c'est que ce mouvement de contre-offensive face aux exigences démocratiques atteint les États et les sociétés dans leur ensemble, comme en témoigne le texte publié en 1975 par la **Commission trilatérale**, intitulé *La Crise de la démocratie. Rapport sur la gouvernabilité des démocraties*, et dont Samuel Huntington fut un des principaux auteurs, avec le Français Michel Crozier.

Pour les auteurs et certains lecteurs de ce texte, qui fit scandale, la « crise de la démocratie » résidait en vérité dans l'intensité de la vie démocratique et des revendications sociales et sociétales qui menaçaient

non seulement de rendre les États « *ingouvernables* », mais aussi d'attenter aux principes de la libre entreprise et aux profits du capitalisme.



Samuel Huntington en 2004, au Forum économique de Davos.

Contre ceux qui prétendaient alors que « *le seul remède aux maux de la démocratie est davantage de démocratie* », Huntington jugeait que cela reviendrait à « *jeter de l'huile sur le feu* », sachant que pour fonctionner, le système politique requiert « *une certaine dose d'apathie et de non-engagement* » de la part des gouvernés. Il fallait donc, pour lui comme pour le dirigeant de Ford cité plus haut, davantage de modération des gouvernés, en l'occurrence « *un plus haut degré de modération dans la démocratie* ».

Un diagnostic que les tenants du néolibéralisme radicalisèrent en portant sur les fonts baptismaux un « *libéralisme autoritaire* » dont les dictatures sud-américaines devinrent la principale terre d'élection. Les visites de Friedrich Hayek à Pinochet sont connues, comme le projet de constitution que l'économiste envoya au dictateur portugais Salazar après sa prise de pouvoir ou son séjour dans l'Argentine de la dictature militaire. Mais Grégoire Chamayou cite un entretien donné par le théoricien britannique à un journal chilien, en 1981, dans lequel il explicitait sa position : « *Personnellement, je préfère un dictateur libéral à un gouvernement démocratique sans libéralisme.* »

En faisant la généalogie de cette notion de « *libéralisme autoritaire* », à la fois « *petit monstre conceptuel* » et « *chimère* », Grégoire Chamayou remonte à un instructif discours prononcé par le juriste et philosophe allemand Carl Schmitt devant les patrons allemands en 1932, posant les bases d'un « *État fort-faible, fort avec les uns, faible avec les autres* ». Ou, pour reprendre les mots du

sociologue allemand Wolfgang Streeck, fort « *contre les revendications démocratiques de redistribution* » sociale, mais « *faible dans sa relation au marché* ».



Paul Samuelson.

Là où l'économiste Paul Samuelson, invité en 1980 à décrire le capitalisme de l'an 2000, disait craindre le développement d'un « *fascisme de marché* », Grégoire Chamayou fait un distinguo, pour mieux saisir la « *bascule dans un autre monde* » qui s'est produite et dont nous continuons d'hériter. « *Qu'il y ait accord en dernière instance sur les rapports économiques fondamentaux, écrit le chercheur, ne signifie pas que les deux, libéralisme économique et doctrine de l'État total autoritaire, soient identiques, ni que l'écart qui sépare leur vision du monde soit factice ou négligeable. Que la transcendance de l'État libéral en État total autoritaire soit possible, et que, sans être nécessaire, ce phénomène ne soit pas accidentel, ne permet pas d'en conclure que le libéralisme serait*

par essence un crypto-fascisme, ni que le fascisme serait la simple continuation de l'économie libérale par d'autres moyens idéologiques. »



Friedrich Hayek.

En d'autres termes, si la démocratie n'était pas possible partout, ainsi que le pensait Hayek, « *la réciproque était vraie, rappelle Chamayou : Pinochet ne pouvait pas non plus être exporté dans tous les pays. Pour instituer l'ordre néolibéral, la dictature militaire est un moyen de dernière extrémité, pas un modèle universellement généralisable* ». Le Chili, insistait l'économiste néolibéral Milton Friedman, c'était « *l'exception, pas la règle* ».

Comment alors, en démocratie électorale, mettre tout un ensemble de questions hors d'atteinte de la politique démocratique et ainsi « *détrôner la politique* », selon les termes de Hayek ? « *Une seule solution, la constitution* », répond Grégoire

Chamayou, en rédigeant des pages qui résonnent tragiquement, vu l'état de l'Union européenne à la veille d'élections européennes menaçantes.



James Buchanan en 2010.

Pour l'économiste américain James Buchanan, théoricien du choix public obsédé par la critique des dysfonctionnements de l'intervention publique, on peut ainsi tout à fait conserver le principe d'élections « libres », à condition de verrouiller en amont le champ de décision des gouvernants qui en seront issus, en distinguant « *entre les choix qui seront faits entre différentes règles (politique constitutionnelle) et les choix qui se font à l'intérieur de certaines règles (politique ordinaire)* ».

Réduction du budget de l'État, équilibre budgétaire, lutte contre les déficits... Grâce à ces nouvelles exigences situées en dehors de la politique ordinaire, la crise de gouvernabilité des démocraties qui avait agité les années 1970 disparaît des écrans, comme le constate le philosophe Bernard Manin. En effet, une « solution » a été trouvée, logée au cœur des régulations monétaristes, puisque le marché fournit « *un principe très efficace de limitation du pouvoir, parce qu'il constitue une instance de régulation qui échappe à la prise des différents agents* ». Pour Manin, une innovation majeure du néolibéralisme a ainsi été de concevoir le marché comme une technologie politique et non seulement un moyen d'allouer les ressources dans la sphère prétendument autonome de l'économie.

Toutefois, souligne Grégoire Chamayou, « *pour l'emporter, verrouiller la politique par le haut et faire preuve de fermeté dans les affrontements centraux n'allaient pas suffire. On avait aussi besoin de mettre au point des tactiques plus fines, plus capillaires de neutralisation de la politique* ».

Le chercheur désigne ces tactiques comme des « *micropolitiques de la privatisation* », permettant d'éviter les fortes oppositions sur lesquelles on allait forcément buter, « *étant donné la radicalité de la rupture envisagée et son cortège d'implications socialement délétères* ».



Madsen Pirie.

Certains, à l'instar du néolibéral britannique Madsen Pirie, imaginèrent donc une troisième voie pour contourner les difficultés à trouver soit un « *gouvernement kamikaze* » prêt à réformer coûte que coûte, au mépris de son impopularité et de sa réélection, soit de recourir à un « *gouvernement autocrate* », qui suspendrait le fonctionnement ordinaire de la démocratie représentative. Il s'agissait, pour lui, de déployer une méthode originale permettant « *aux gouvernements d'initier de tels programmes de réformes sans avoir à en payer le prix politique largement annoncé* ».

À revers d'une « *bataille des idées* », en forme de « *gramscisme de comptoir* », lancée par certains idéologues de la droite et dont la « *lutte pour l'hégémonie se ramenait à des tâches de contrebourrage de crâne* », le groupe de Saint Andrews, formé dans l'université écossaise du même nom et dont Pirie était un des chefs de file, rassembla des intellectuels qui se concevaient « *moins comme*

des tribuns ou des propagandistes que comme des "ingénieurs politiques" qui "construisent des machines qui marchent" ».

En cherchant maladroitement « *à tailler à la serpe dans les dépenses publiques* », il n'était pas possible de gripper les rouages de l'État-providence sans susciter des levées de boucliers. L'erreur consistait « *à vouloir réduire l'offre gouvernementale en supprimant des prestations auxquelles leurs bénéficiaires sont attachés sans se préoccuper en amont de faire refluer la demande sociale que l'État-providence a structurellement concentrée sur lui* ».

La privatisation allait être la solution à ce problème, mais sans forcément être claironnée ni totale. Le propre d'une micropolitique qui, par exemple, laisse se détériorer les services publics avant de les privatiser, fait exister des offres concurrentes et privées en même temps que ces derniers, ou bloque les entrées futures dans un système ou un statut, tout en garantissant les avantages de ceux qui sont déjà à l'intérieur, est de « *procéder petit à petit* ». C'est une technique que Grégoire Chamayou désigne par la « *politique du capricorne* », du nom de cet insecte xylophage : « *Nul besoin de tailler les poutres à la hache quand, tapies dans le bois, mille petites gueules rongent inexorablement la charpente.* »

Il s'agit ainsi de discipliner les gens « *non pas tant par la répression de leurs grands désirs que par la réorientation de leurs plus petits choix* », afin d'éviter « *la grande question du choix de société* » en la dissolvant « *dans les minuscules questions d'une société de choix* ». Ainsi, tranche le chercheur, « *si le néolibéralisme a remporté ses victoires, c'est moins en tant qu'idéologie qu'en tant que technologie politique* ».

Des victoires qui ne pourront se défaire, juge Chamayou, qu'en répondant autrement « *à la séduction que le néolibéralisme a malgré tout pu exercer* », grâce à sa « *double promesse d'autonomie individuelle et d'autorégulation sociale* », et donc en rouvrant le chantier de l'autogestion. Vaste programme, même si le succès de la « *grande réaction* » décrite par Chamayou permet aussi de

rappeler qu'il n'est pas besoin d'un commandement central et organisé pour commencer la « *contre contre-offensive* »...

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.